

CENTRE HOSPITALIER AUBAN MOET EPERNAY

CREATION DE 2 SALLES DE COURS AU RDC DE L'IFSI

Maître d'ouvrage C.H Epernay	137 rue de l'hôpital 51200 Epernay	tél. 03 26 69 70 00
Conduite d'Opérations	137 rue de l'hôpital 51200 Epernay	e-mail : mikael.paramanoff@ch-epernay.fr
Maitrise d'œuvre	137 rue de l'hôpital 51200 Epernay	tél. 06 86 03 80 63 e-mail : mikael.paramanoff@ch-epernay.fr
Coordination SSI ASSIUM	25 rue de la Hayette 51100 ISLES SUR SUIPPES	tél. 06.51.40.93.10 e-mail : contact@assium.fr
Bureau de contrôle VERITAS	54 rue René CASSIN 51430 BEZANNES	tél. 03 26 05 15 25 06 74 78 62 76 e-mail : charlotte.thierry@bureauveritas.com



C.C.T.P Généralités TCE

Indice (En lettres sauf 1 ^{er} indice qui est 0)	Date JJ/MM/AAAA	Objet	Rédigé par (Initiale prénom + Nom)	Vérifié par (Initiale prénom + Nom)
0	21/03/2025	Edition initiale IND 0	M PARAMANOFF	

SOMMAIRE

A	PRESCRIPTIONS ADMINISTRATIVES ET REGLEMENTAIRES COMMUNES	4
A - 01	OBJET DU MARCHÉ	4
A - 01.01	OBJET DU PRESENT CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES COMMUNES TCE	4
A - 01.02	PRESENTATION DU PROJET	4
A - 01.03	REPORTAGE PHOTOGRAPHIQUE	4
A - 01.04	DESIGNATION DES INTERVENANTS	4
A - 01.05	CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT	4
A - 01.06	CHARGES CLIMATIQUES	4
A - 01.07	SISMICITE	5
A - 01.08	SURCHARGES D'EXPLOITATION	5
A - 01.09	AMBIANCE INTERIEURE	5
A - 01.10	CLASSE D'EXPLOITATION A L'EAU DES LOCAUX	5
A - 02	PRESCRIPTIONS ADMINISTRATIVES COMMUNES	6
A - 02.01	CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT AU REGARD DE LA SECURITE INCENDIE	6
A - 02.02	PRESCRIPTIONS DE SECURITE INCENDIE	6
A - 02.03	PRESCRIPTIONS RELATIVES A L'ACCESSIBILITE DES PERSONNES HANDICAPEES	6
A - 02.04	PRESCRIPTIONS CONTRE LES BRUITS DE CHANTIER	6
A - 02.05	PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX RISQUES ASPERGILLAIRES	6
A - 02.06	OPERATIONS A LA CHARGE DU MAITRE D'OUVRAGE PENDANT LA PERIODE DE REPARATION	7
A - 02.07	OPERATIONS A LA CHARGE DES ENTREPRISES PENDANT LA PERIODE DE PREPARATION	7
A - 02.08	INTERPRETATION DU CCTP	7
A - 02.09	SUJETIONS RELATIVES A L'AMIANTE	8
A - 02.10	PRECISIONS RELATIVES A LA CRISE SANITAIRE LIEE A LA COVID 19 :	8
A - 02.11	VISITE DES LIEUX	8
A - 02.12	COMPTE PRORATA	8
A - 02.13	REUNIONS DE CHANTIER	9
A - 02.14	PERMIS FEU	9
A - 02.15	DISPOSITIONS A PRENDRE PAR LES ENTREPRISES POUR UN CHANTIER PROPRE	9
A - 03	AUTRES PRESCRIPTIONS COMMUNES CONTRACTUELLES	10
B	PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES	10
B - 01	DOCUMENTS TECHNIQUES CONTRACTUELS	10
B - 01.01	DOCUMENTS APPLICABLES	10
B - 01.02	NORMES FRANCAISES ET EUROPEENNES	10
B - 01.03	EMPLOI DE TECHNIQUES NON COURANTES	10
B - 02	MATERIAUX	11
B - 02.01	QUALITE DES MATERIAUX	11
B - 02.02	MARQUES DES MATERIELS ET MATERIAUX	11
B - 02.03	DIMENSIONS ET DISPOSITIONS DES MATERIAUX ET OUVRAGES	11
B - 02.04	ECHANTILLONS	11
B - 02.05	PRESCRIPTIONS CONCERNANT LES FOURNISSEURS	12
B - 02.06	MATERIAUX DEFECTUEUX	12
B - 03	ETABLISSEMENT ET APPROBATION DES DOCUMENTS D'EXECUTION	13
B - 03.01	COTES DES PLANS	13
B - 03.02	NOTES DE CALCULS - DOCUMENTS TECHNIQUES	13
B - 03.03	APPROBATION	13
B - 03.04	ETABLISSEMENT ET DIFFUSION DES PLANS	13
B - 03.05	REPRODUCTION DES DOCUMENTS DE CHAQUE ENTREPRISE	13
B - 04	EXECUTION DES OUVRAGES	13
B - 04.01	PRISE DE POSSESSION DES LIEUX – RECEPTION DES SUPPORTS	13
B - 04.02	RACCORDEMENTS – ADAPTATIONS	14
B - 04.03	RESERVATIONS - PERCEMENTS	14
B - 04.04	SCELLEMENTS	14
B - 04.05	CALFEUTREMENTS DANS RESERVATIONS	14
B - 04.06	CALFEUTREMENTS DE PENETRATION COUPE FEU	14
B - 04.07	CALFEUTREMENTS DE JOINTS LINEAIRES COUPE FEU	15
B - 04.08	SOCLES	15
B - 04.09	IMPOSTE	15
B - 04.10	LIVRAISON ET STOCKAGE SUR CHANTIER DES MATERIAUX	15
B - 04.11	PROTECTION DES OUVRAGES	16
B - 04.12	NOTE GENERALE SUR LES CONTROLES	16
B - 04.13	PERMEABILITE A L'AIR DE L'ENVELOPPE	16

C	GESTION DES INTERFACES ET LIMITES DE PRESTATIONS	17
C - 01		ETUDES D'EXECUTION ET DE CHANTIER17
C - 02		TRAVAUX PREPARATOIRES A L'INSTALLATION DE LA BASE VIE17
C - 02.01	PROTECTION DES EXISTANTS	18
C - 02.02	PREPARATION DE L'EMPRISE DE LA BASE VIE	18
C - 03		BASE VIE19
C - 03.01	BUREAUX ET CANTONNEMENTS	19
C - 03.02	ACCES BASE VIE	19
C - 03.03	DISPOSITIONS COMPLEMENTAIRES BASE VIE	20
C - 04		SIGNALETIQUE ET AFFICHAGE20
C - 05		SECURITE21
C - 06		LEVAGE ET MANUTENTION21
C - 07		CONDITIONS DE MISE EN OEUVRE DES OUVRAGES DANS BATIMENT EN ACTIVITÉ22
C - 07.01	LIVRAISONS / APPROVISIONNEMENT	22
C - 07.02	CONSIGNATIONS	22
C - 07.03	MESURES DE PROTECTION	22
C - 07.04	UTILITES DANS ZONES DE TRAVAUX	23
C - 07.05	DISPOSITIONS DIVERSES	23
C - 08		GESTION DES DECHETS - NETTOYAGE24
C - 08.01	GESTIONS DES DECHETS	24
C - 08.02	NETTOYAGES	24
C - 09		DISPOSITIONS DIVERSES25
C - 10		ESSAIS ET CONTROLES25

A PRESCRIPTIONS ADMINISTRATIVES ET REGLEMENTAIRES COMMUNES

A - 01 OBJET DU MARCHÉ

A - 01.01 OBJET DU PRESENT CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES COMMUNES TCE

Le présent cahier des clauses techniques particulières communes à tous les corps d'état (CCTP-TCE) est un document contractuel qui complète les annexes au CCTP de chaque corps d'état et qui est indissociable des autres documents constituant le marché tel que défini dans le C.C.A.P. dans l'ordre de priorité des pièces constitutives du marché.

Ce document définit les prescriptions communes à tous les corps d'état et régit les interfaces administratives et techniques entre les différents intervenants.

A - 01.02 PRESENTATION DU PROJET

Le projet objet du présent CCTP généralités dont les travaux sont prévus dans l'école IFSI/IFAS du CH d'Epernay, au RDC du bâtiment 16.

Les travaux prévus dans le cadre du projet sont les suivants :

- **Corps d'état 01-Démolition-Renfort** : Modification du cloisonnement, et renforcement de la structure
- **Corps d'état 02-Menuiseries intérieures** : création de 2 portes et reprise/création faux plafond
- **Corps d'état 03-Peintures revêtements** : Mise en peinture des pièces / portes, pose de sols souples, reprise des faux plafonds
- **Corps d'état 04 : Menuiserie extérieures** – remplacement de 11 fenêtres

A - 01.03 REPORTAGE PHOTOGRAPHIQUE

A - 01.04 DESIGNATION DES INTERVENANTS

A - 01.05 CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT

L'école IFSI/IFAS d'Epernay est un ERP de 3^{ème} catégorie de type R,N

Les aménagements intérieurs respecteront les articles AM et U23 à U25 à savoir :

- Sols : M4
- Murs : M1 pour les circulations, M2 pour les locaux
- Plafonds : M0 pour les circulations, M1 pour les locaux
- Gros mobilier : M2 ou en bois de catégorie M3

A - 01.06 CHARGES CLIMATIQUES

Les charges devront être conformes aux EN 1990 Eurocode 0 et EN 1991 Eurocode 1. VENT :

Suivant NF EN 1991-1-4 (Novembre 2005) et son annexe nationale NF EN 1991-1-4 /NA (mars 2008). * Région 2 a classe de vent pour les stores est précisée dans les CCTP qui comportent des occultations.

NEIGE :

Suivant NF EN 1991-1-3 (Avril 2004) et son annexe nationale NF EN 1991-1-3 /NA (mai 2007).

* Région A1

* Valeur caractéristique de la charge de Neige S_k pour $h < 200m$ = 0.45 kN/m²

* Valeur de calcul de la charge exceptionnelle de Neige sur le sol S_{ad} = 0 kN/m²

A - 01.07 SISMICITE

Arrêté du 22 octobre 2010 pour bâtiments de la classe dite à risque normal
Catégorie d'importance IV, zone de sismicité : (1) à sismicité très faible

A - 01.08 SURCHARGES D'EXPLOITATION

Les surcharges d'exploitation des seront conformes aux EN 1990 Eurocode 0 et EN 1991 Eurocode 1.

A - 01.09 AMBIANCE INTERIEURE

Ambiance intérieure suivant DTU 40.35 (couvertures en plaques nervurées) partie 1 annexe D:

Ambiance saine : milieu ne présentant aucune agressivité due à des composés chimiques corrosifs Classification hygrométrique des locaux intérieurs s'ils sont normalement ventilés en fonction de leur hygrométrie en régime moyen pendant la saison froide suivant DTU 40.35 (couvertures en plaques nervurées) partie 1 annexe D :

D221 Locaux à faible hygrométrie ($W/n \leq 2,5 \text{ g/m}^3$) : Immeubles de bureaux non conditionnés, logements équipés de ventilations mécaniques contrôlées et de systèmes propres à évacuer les pointes de production de vapeur d'eau dès qu'elles se produisent (hottes, ...) / Bâtiments industriels à usage de stockage / Bâtiments industriels de production dans lesquels il n'est pas généré de vapeur d'eau / Locaux sportifs sans public, non compris leurs dépendances (douches, vestiaires, ...)

D222 Locaux à hygrométrie moyenne ($2,5 < W/n \leq 5 \text{ g/m}^3$) : Locaux scolaires sous réserve d'une ventilation mécanique appropriée / Bâtiments d'habitation, y compris les cuisines et salles d'eau, correctement chauffés et ventilés / Centres commerciaux sous réserve d'une ventilation mécanique appropriée

D223 Locaux à hygrométrie moyenne mais à forte hygrométrie intermittente ($5 < W/n \leq 7,5 \text{ g/m}^3$) : Locaux sportifs avec public / Locaux culturels et salles polyvalentes ou de culte

Les Documents Particuliers du Marché précisent, en fonction de l'intensité de l'occupation, si les locaux sont classés en moyenne ou forte hygrométrie. Sous réserve d'une ventilation appropriée, ils sont considérés en moyenne hygrométrie.

D224 Locaux à très forte hygrométrie ($W/n > 7,5 \text{ g/m}^3$)

Catégorie de corrosivité intérieure pour les structures métalliques selon la norme NF EN ISO 12944 et 14713 :

C1 très faible : cas général

C2 faible : locaux non chauffés où de la condensation peut se produire (locaux techniques, dont locaux technique au niveau N6 du bâtiment PH1)

Catégorie de corrosivité en ambiance intérieures en fonction de l'hygrométrie pour les menuiseries métalliques, façades rideaux, panneaux à ossature métallique et ouvrages de métalleries selon la norme NF P 24-351 :

I1 Locaux à faible hygrométrie : Cas courant ; locaux avec $W/n \leq 2,5 \text{ g/m}^3$

I2 Locaux à hygrométrie moyenne : Locaux avec $2,5 < W/n \leq 5 \text{ g/m}^3$, dont Toilettes des chambres d'hébergement, salle de conférence, salle du conseil

I3 Locaux à forte hygrométrie : Locaux avec $5 < W/n \leq 7,5 \text{ g/m}^3$ dont locaux avec forte concentration humaine tel que les vestiaires collectifs et douches attenantes ; Locaux à atmosphère humide contrôlée pour les besoins de la fabrication des produits (stérilisation)

I4 Locaux à très forte hygrométrie : locaux avec $W/n > 7,5 \text{ g/m}^3$

W : quantité de vapeur d'eau produite à l'intérieur d'un local par heure, exprimée en grammes par heure (g/h)

n : le taux horaire de renouvellement d'air exprimé en mètres cube par heure (m^3/h)

A - 01.10 CLASSE D'EXPLOITATION A L'EAU DES LOCAUX

Le classement des locaux en fonction de l'exposition à l'humidité des parois sera conforme au e-cahier 3567 de mai 2006 du CSTB. Ce classement concerne les cloisons et contre-murs en plâtre, les revêtements de sol et produits connexes et les revêtements carrelages, revêtements muraux et produits connexes.

A - 02 PRESCRIPTIONS ADMINISTRATIVES COMMUNES

A - 02.01 CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT AU REGARD DE LA SECURITE INCENDIE

Classement applicable au bâtiment objet du projet :
L'école IFSI/IFAS d'Epernay est un ERP de 3^{ème} catégorie de type R,N.

A - 02.02 PRESCRIPTIONS DE SECURITE INCENDIE

- Prescriptions du CH Epernay
- Règlement de sécurité contre l'incendie relatif aux établissements recevant du public
- Code du Travail
- Code de la construction et de l'habitation (R 123-1 à R123-55) - Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et arrêtés complémentaires
- Arrêté du 10 décembre 2004 modifié relatif aux établissements du type U - Etablissements de soins
- Article R 4215 à R4215 - 17 du code du travail relatif à la conformité des installations électriques au code du travail
- Décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 relatif à la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques

A - 02.03 PRESCRIPTIONS RELATIVES A L'ACCESSIBILITE DES PERSONNES HANDICAPEES

- Décret n° 2006-555 du 17 Mai 2006, Décret n° 2007-1327 du 11 Septembre 2007, Arrêté du 1^{er} Août 2006, Arrêté du 21 Mars 2007, Arrêté du 22 Mars 2007, Arrêté du 30 Novembre 2007
- Tous décrets, arrêtés et circulaires postérieurs, publiés à la date de remise des offres.
- Code du travail
- Arrêté du 1^{er} août 2006 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19 à R. 118-19-3 et R. 111-19-6 du CCH relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées dans les établissements recevant du public et des installations ouvertes au public lors de leur construction ou de leur création
- Arrêté du 21 mars 2007 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-8 et R. 118-19-11 du CCH relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées dans les établissements existants recevant du public et des installations existantes ouvertes au public
- Abrogés à partir du 1^{er} juillet 2017 par arrêté du 20 avril 2017 et modifié par Arrêté du 27 février 2019 : relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement
- Arrêté du 20 avril 2017 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement, modifié par arrêté du 27 février 2019

A - 02.04 PRESCRIPTIONS CONTRE LES BRUITS DE CHANTIER

Une attention particulière sera portée sur les nuisances sonores engendrées par le chantier afin de réduire au maximum la gêne vis-à-vis du site hospitalier mais également vis-à-vis des riverains les plus proches.
Les techniques d'exécution seront soigneusement proposées par les entreprises soumissionnaires et soumises aux préalables à la Maîtrise d'Œuvre pour provoquer le minimum de gênes audibles et vibratoires.
En phase de chantier, toutes les dispositions seront prises par les entreprises pour insister sur la limitation des bruits, chocs et vibrations à la fois pour le site hospitalier en fonctionnement et pour les habitations environnantes.
Il sera évité au maximum de recourir à l'emploi de matériels bruyants (spit rock et marteau - piqueur...).

La limitation des bruits de chantier devra être traitée par les entreprises dans le strict respect de la législation et de la réglementation en vigueur à ce sujet, dont notamment Loi n° 32-1444 du 31 décembre 1992, dite « loi du bruit », avec ses décrets et arrêtés d'application parus, relative à la lutte contre le bruit.

A - 02.05 PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX RISQUES ASPERGILLAIRES

Pendant toute la durée des marchés de travaux les entreprises ne devront pas perturber de la continuité du fonctionnement du site et notamment au vu du critère sanitaire sera étudiée et intégrée.

À toutes les tranches du chantier, celui-ci devra être isolé des services environnants (restés en fonctionnement) par des cloisons étanches permettant de lutter efficacement contre le risque lié aux infections nosocomiales. Ces cloisons seront toute hauteur (de dalle à dalle) et seront en cloison de type Placoplatre ou similaires de différents types.

- 2 faces avec panneau en laine de roche ou 1 face suivant la protection acoustique souhaitée
- 1 peau ou 2 peaux suivant la protection coupe-feu nécessaire.

Dans certains cas, il sera nécessaire avant la réalisation des cloisons d'isolement en Placoplatre de mettre en œuvre une pré cloison « cloison en film plastique » pour préserver la zone conservée en activité de la poussière.

Les précautions seront prises pour qu'en aucun cas le personnel de chantier ne puisse passer dans la zone en activité et inversement le personnel de l'hôpital pénétrer dans la zone de travaux.

L'entreprise respectera le protocole concernant la lutte contre l'aspergillose.

Cependant afin de respecter les consignes de sécurité incendie, il pourra être nécessaire de laisser la possibilité au personnel de l'hôpital d'évacuer par la zone chantier en cas d'incendie. Pour ce faire, des issues de secours seraient aménagées dans les cloisons provisoires sous la forme d'une porte protégée par un polyane scotché avec la clef dans une boîte à clef, ou sous la forme d'une baie libre protégée par plusieurs épaisseurs de polyane (selon les recommandations du département hygiène du présent site hospitalier et du coordinateur Sécurité et Protection de la Santé).

Durant le chantier tous les équipements techniques seront obligatoirement protégés pour limiter leur encrassement.

Avant les opérations préalables à la réception, les équipements techniques et les réseaux seront nettoyés avant leur mise en route.

Une réception sanitaire des réseaux d'alimentation en eau (notamment par le biais de rinçages adéquats et d'analyses Bactério chimiques) sera effectuée avant la livraison du bâtiment et des zones existantes réhabilitées.

A - 02.06 OPERATIONS A LA CHARGE DU MAITRE D'OUVRAGE PENDANT LA PERIODE DE REPARATION

- Assistance dans la prise de possession des lieux et dans les installations de chantier : état des lieux, branchement de chantier, circuits, etc.
- Récupération de certains matériels,
- Liaisons entre les entreprises et les services de maintenance exploitation du CH,
- Localisation des réseaux à interrompre,
- Gestion des sujétions pour la réalisation des travaux avec le niveau inférieur pour la mise en œuvre des évacuations et de la création des locaux pour le préparatoire,
- Elaboration du calendrier détaillé d'exécution,
- Définition des circuits pour diffusion des informations, plans d'exécution, rapports de chantier, factures,
- Etc.

A - 02.07 OPERATIONS A LA CHARGE DES ENTREPRISES PENDANT LA PERIODE DE PREPARATION

- Etat des lieux préalable, protection des ouvrages conservés et des zones en exploitation,
- Etablissement et diffusion (3 jours calendaires maximum après la notification) du listing prévisionnel des études d'exécution et de leurs dates de remise.
- Etablissement et présentation au visa du Maître d'œuvre, des informations détaillées d'exécution transmises préalablement par chacune des entreprises (délais de chaque tâche ; enchaînement des tâches entre elles, liste des prérequis
- Etablissement et présentation d'études d'exécution (vues en plan, coupes, élévations, détails), méthodologies d'exécution, notes de calcul, fiches techniques des matériels et des matériaux, échantillons et études de délai nécessaires pour le début des travaux. Tous ces documents sont à établir pour les ouvrages provisoires et définitifs.
- Le projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires.
- La neutralisation de tous les réseaux, consignations avec transmission d'une attestation datée et signée.

A - 02.08 INTERPRETATION DU CCTP

L'entrepreneur titulaire doit toutes les sujétions qui sont nécessaires au parfait achèvement et au bon fonctionnement de l'ouvrage, mais aussi à l'esprit architectural attendu, ceci suivant les instructions données par la maîtrise d'œuvre.

La localisation des ouvrages précisés dans les textes est donnée pour diriger l'entreprise mais aussi pour aider à l'interprétation des textes.

En cas d'ambiguïté ou imprécisions dans les documents du marché de travaux, au stade de la consultation, les entreprises devront questionner par écrit la maîtrise d'œuvre. A défaut, une fois le marché signé, l'entreprise sera tenue à l'interprétation correspondant à la prestation la plus élevée, ou à l'exigence la plus forte.

A - 02.09 SUJETIONS RELATIVES A L'AMIANTE

Les locaux inclus du présent CCTP sont issus de deux rapports amiante réalisés conformément à la réglementation. Ils précisent la présence ou l'absence de fibres d'amiante de type Chrysotile dans les sols, plafonds et murs des locaux des zones travaux.

Les rapports de recherche de la présence d'amiante dans les composants ainsi que les rapports d'analyse d'amiante dans les matériaux est joint au DCE.

Les candidats devront prendre en compte les diagnostics amiante avant travaux de repérage des matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante et prendre si nécessaire, les dispositions conformes à la réglementation en vigueur. Les sujétions aggravantes en découlant feront le cas échéant l'objet de travaux supplémentaires car ne pouvant être prises en compte au niveau du chiffrage du présent CCTP généralité.

Pour mémoire, à titre indicatif et à toutes fins utiles :

Article R4412-94 à R4412-148

Risque d'exposition à l'amiante :

du code du travail

Sous-section 3 : Dispositions spécifiques aux activités de confinement et de retrait

Sous-section 4 : Dispositions particulières aux activités et interventions sur des matériaux

ou appareils susceptibles de libérer des fibres d'amiante. Evaluation des risques

et établissement d'un mode opératoire

Obligations de l'entreprise en cas d'intervention sur ou à proximité des produits amiantés :

Formation spécifique du personnel devant être titulaire d'une attestation de compétence amiante "encadrant" ou "opérateur".

Etablissement du mode opératoire élaboré sur la base d'une évaluation initiale des risques (R4412-97) à transmettre à la DSTTB

Aptitude médicale du personnel réalisant l'intervention.

A - 02.10 PRECISIONS RELATIVES A LA CRISE SANITAIRE LIEE A LA COVID 19 :

Sans objet

A - 02.11 VISITE DES LIEUX

En préalable à la remise d'une offre technico-financière, une visite des lieux est obligatoire afin d'appréhender l'ensemble des travaux à réaliser, les lieux et les conditions liées aux fonctionnement des services. Cette visite est à organiser avec :

M Mikael PARAMANOFF : mikael.paramanoff@ch-epernay.fr .

Cette visite devra se réaliser à minima une semaine avant la date de remise de l'offre. Une attestation de présence à cette visite sera transmise et sera jointe à l'appui de l'offre.

A - 02.12 COMPTE PRORATA

Sans objet

A - 02.13 REUNIONS DE CHANTIER

Les entreprises devront être présentes systématiquement sous peine de pénalités prévues au CCAP, aux réunions de travail, réunions de mises au point technique et réunions de chantier, organisées par la maîtrise d'œuvre ou par la maîtrise d'ouvrage.

L'entreprise adjudicataire devra déléguer une personne capable de prendre toutes les dispositions lors des réunions, être en capacité de donner les directives et être en capacité de représenter l'entreprise notamment pour des décisions technico-financières.

Ces réunions seront suivies de CR transmis sous un délai de 72 heures. Tout CR non contesté sous 48 heures sera jugé accepté de tous.

A - 02.14 PERMIS FEU

Si vos travaux nécessitent une demande permis feu et pour RAPPEL, ces derniers doivent être demandés selon les règles établies par le CH AUBAN MOET d'EPERNAY et rappelées ci-dessous et dans les CR de chantier.

Les feux seront interdits sur le site et tout travail par point chaud et générant des poussières sera soumis à l'obtention de permis feu avant toute intervention.

Les permis-feu seront établis chaque jour suivant l'importance du chantier et la nature et localisation des travaux, par les entreprises auprès de l'entité service sécurité incendie 03 26 58 70 00. Ces agents seront chargés de la gestion des permis feu et devront effectuer des rondes préventives.

Les entreprises doivent se présenter au local sécurité pour la rédaction du permis feu.

Lors de travaux générant de la poussière, les détecteurs incendie devront être protégés afin de ne pas s'encrasser. Cette protection devra être réalisée et ôtée par la société. Le retrait de cette protection à lieu lorsqu'il n'y a plus de poussière volatile.

Pour les interventions dans tous les bâtiments, les permis-feu seront établis et validés par le Service Sécurité.

Des extincteurs seront répartis dans la zone de travail pour les différents corps d'états concernés effectuant des travaux en point chaud.

L'usage de matériel utilisant la combustion de gaz (chalumeaux, lances à découpes, etc.) sera limité au strict nécessaire, et la préfabrication extérieure en atelier ou sur zone extérieure sera privilégiée. Le matériel utilisé doit être correctement entretenu et dans un état permettant son utilisation sans risque.

L'entreprise effectuant des travaux en « point chaud » devra s'équiper des extincteurs adaptés.

Les travaux à "point chaud" seront suspendus une heure avant le départ des ouvriers.

A - 02.15 DISPOSITIONS A PRENDRE PAR LES ENTREPRISES POUR UN CHANTIER PROPRE

Toutes les dispositions seront prises par les entreprises pour insister sur le double contexte particulier du site :

- Site hospitalier avec continuité de fonctionnement avec présence de patients, du personnel médical et de visiteurs.
- Site environnant particulièrement sensible de par la présence immédiate d'immeubles d'habitations.

L'accent sera mis sur la limitation de propagation des poussières venant du chantier. Cette absence de propagation sera garantie par la mise en place d'un protocole volontairement exigeant pour l'entreprise réalisant les travaux :

- Visite obligatoire du site par l'encadrement de chantier de l'entreprise et d'un groupe représentatif des compagnons de chantier dès le début de la période de préparation de chantier.
- L'entrepreneur aura interdiction de polluer l'atmosphère par des émanations de poussières ou de produits à fortes odeurs.
- Un nettoyage régulier du chantier sera effectué en utilisant des aspirateurs avec filtre pour éviter la dispersion de poussières et en procédant à un nettoyage humide.
- Les gravois issus des démolitions seront arrosés pour éviter toute formation de poussières.
- Les gravois et autres produits de démolition seront stockés dans des contenants étanches et fermés.
- Les déchets devront obligatoirement être triés sur le chantier selon la classification suivante
 - Les déchets dangereux
 - Les déchets inertes
 - Les emballages
- Les déchets devront toujours être évacués hors du chantier au fur et à mesure et au minimum tous les soirs en respectant la réglementation suivante :
 - Les déchets classés « dangereux » seront évacués en centre d'enfouissement classe 1,
 - Les déchets inertes en centre de classe 3.
- Les stockages de matériels et de matériaux du chantier seront obligatoirement réalisés avec rigueur afin d'éviter toute gêne visuelle pour les riverains.

- Une inspection tous les soirs de l'état des voiries environnantes par le responsable du chantier pour constater l'absence de salissures et faire procéder à leur nettoyage immédiat en cas de présence

A - 03 AUTRES PRESCRIPTIONS COMMUNES CONTRACTUELLES

Sont à considérer également comme prescriptions communes contractuelles les documents suivants opposables aux entreprises et joints en annexe au présent CCTP-TCE :

- Annexe 1 : Note relative à l'organisation du chantier (établie éventuellement par le maître d'Ouvrage ou Maître d'œuvre)
- Annexe 2 : Notice de sécurité
- Annexe 3 : RICT du bureau de contrôle
- Annexe 4 : Diagnostic amiante avant travaux
- Documents énoncés dans le CCAP

B PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

B - 01 DOCUMENTS TECHNIQUES CONTRACTUELS

B - 01.01 DOCUMENTS APPLICABLES

La qualité des matériaux mis en œuvre et l'exécution des ouvrages devront satisfaire aux caractéristiques et conditions contenues dans les documents suivants :

- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G)
- Les règles techniques d'exécution des ouvrages énoncées dans les Cahiers des Charges des D.T.U (Documents Techniques Unifiés)
- Les prescriptions ayant valeur de Cahier des Charges D.T.U
- Les Cahiers des Clauses Spéciales assortis aux Cahiers des Charges des D.T.U
- Les Règles de calcul D.T.U
- Les Cahiers du C.S.T.B (Centre Scientifique et Technique du bâtiment)
- Tous autres documents suivant indications Bureau de Contrôle
- Guide de l'eau dans les Etablissements de Santé Juillet 2005
- Documents émanant de l' INRS

B - 01.02 NORMES FRANCAISES ET EUROPEENNES

Les matériaux et leurs mises en œuvre devront satisfaire aux dispositions portées par l'ensemble des Normes Françaises et Européennes publiées par l'Association Française de Normalisation (A.F.N.O.R.), homologuées par arrêté ministériel, et en vigueur à la date de remise de l'offre.

Chaque matériau devra être estampillé NF et CE.

En cas de discordance entre les différentes normes, celle de date la plus récente fait foi.

B - 01.03 EMPLOI DE TECHNIQUES NON COURANTES

Les entreprises doivent systématiquement informer au préalable le Maître d'ouvrage, Maître d'Œuvre et Bureau de contrôle de tout procédé relevant d'une Technique Non Courante qu'ils entendent mettre en œuvre.

Les Techniques Non Courantes regroupent de manière générale les travaux non décrits par des textes officiels, ou relevant :

- de Règles Professionnelles non acceptées par la C2P ;
 - d'un Avis Technique (ATec) ou de Document Technique d'Application (DTA) ;
 - Faisant l'objet d'une mise en observation par la C2P ;
 - d'une Enquête de Technique Nouvelle (ETN) ou d'un avis de faisabilité ;
 - (« avis de chantier ») ;
 - d'un Pass'Innovation ;
 - d'un ATE non complété par un DTA ;
 - d'aucune évaluation technique.
-

B - 02 MATERIAUX

B - 02.01 QUALITE DES MATERIAUX

Les matériaux et produits entrant dans la composition de la construction seront neufs et de première qualité et répondront à toutes les Normes, règles et prescriptions en vigueur.

Les matériaux mis en œuvre devront obligatoirement faire l'objet d'un avis technique du C.S.T.B. valable à la date de pose. Les matériaux employés devront correspondre aux prescriptions définies dans chaque Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) ou être équivalents tant au niveau de leurs aspects que de leurs caractéristiques dimensionnelles. Ceux ne répondant pas à celles-ci devront être soumis au Maître d'œuvre et au bureau de contrôle pour accord avant utilisation ou exécution.

B - 02.02 MARQUES DES MATERIELS ET MATERIAUX

L'Entrepreneur est tenu d'indiquer, dans sa soumission, les marques qu'il envisage de fournir, faute de quoi son silence équivaudra à une acceptation des matériels ou matériaux proposés par la maîtrise d'œuvre.

La maîtrise d'œuvre et/ou la maîtrise d'Ouvrage se réservent la possibilité de refuser les marques proposées si celles-ci ne présentent pas les qualités demandées dans les documents contractuels.

En tout état de cause, lors de la mise au point du marché, si l'Entreprise propose un autre matériel, celle-ci comprendra dans son offre, toutes les sujétions liées à la réalisation et en particulier l'état des finitions et obtentions de résultats (ex: objectifs acoustiques).

En cours d'exécution, tous les corps d'états seront tenus de produire sur le champ à la demande du maître d'œuvre et/ou du maître d'Ouvrage et/ou du Contrôleur Technique toutes justifications sur la provenance et la qualité des matériaux. Pour cela, en début de chantier, l'Entrepreneur donnera le nom de la personne chargée d'assurer le contrôle des matériaux et de leur mise en œuvre.

B - 02.03 DIMENSIONS ET DISPOSITIONS DES MATERIAUX ET OUVRAGES

Les dimensions et dispositions des matériaux et ouvrages devront être conformes aux stipulations des pièces du marché ou des pièces modifiant celui-ci pendant la réalisation.

Sur demande écrite du Maître d'Ouvrage, les Entreprises s'engageront à faire démolir et remplacer, à leur frais, tous ouvrages exécutés sans ordre et ne répondant pas aux dites stipulations.

L'Entreprise sera tenue de vérifier les cotes des matériaux avec celles portées sur les plans de la maîtrise d'œuvre et leurs concordances entre elles. Elle assumera seule la responsabilité qui découlerait soit de ses erreurs, soit de la non vérification des plans.

B - 02.04 ECHANTILLONS

Avant passation de leurs commandes et au plus tard à la fin de la période de préparation du chantier, tous les Corps d'Etat devront présenter au maître d'œuvre les échantillons, modèles ou maquettes des différents matériaux, matériels et ensembles dont ils prévoient l'emploi.

Seront également jointes leurs spécifications techniques, de façon à ce que les décisions prises, adoption ou refus, n'aient aucune influence sur le planning.

Ceux-ci jugés indispensables, devront être modifiés s'il y a lieu, sur injonction d'un membre de la maîtrise d'œuvre, jusqu'à complet accord de ceux-ci.

Tous les échantillons, modèles ou maquettes pourront, après le choix et à la demande du maître d'œuvre, être conservés sur le chantier durant l'exécution des travaux, de manière à servir de référence.

Les frais relatifs à cette présentation feront partie intégrante du forfait de chaque entreprise, celle-ci restant propriétaire en assurant la reprise après réception des travaux.

Faute d'avoir souscrit à cette présentation, le maître d'œuvre se réserve le droit d'imposer les matériaux prévus dans les documents contractuels.

Si du fait de l'Entreprise, le changement d'un matériau entraînait des retards sur le planning, ces retards lui seraient pleinement imputés.

B - 02.05 PRESCRIPTIONS CONCERNANT LES FOURNISSEURS

Les fournisseurs, fabricants ou toute autre personne apte à représenter les établissements devront, en présence du représentant du corps d'état et du maître d'œuvre, donner sur le chantier toutes les indications utiles concernant les conditions d'emploi, les modes de fixations ou d'applications, garantissant une parfaite tenue des ouvrages exécutés dans les conditions d'exploitation normalement possibles du bâtiment.

À tout moment, jugé utile par le maître d'œuvre, l'Entrepreneur devra solliciter de son fournisseur ou du fabricant des produits appliqués, une assistance technique, y compris quant au respect des mises en œuvre sur le chantier vis-à-vis des performances acoustiques.

En outre, le fabricant devra garantir ses fournitures contre tout vice de fabrication et devra la remise des notices d'entretien, rédigées en français de ses fournitures.

B - 02.06 MATERIAUX DEFECTUEUX

Dans le cas où les matériaux ne correspondraient pas aux dispositions du marché, la maîtrise d'œuvre et/ou la maîtrise d'Ouvrage ordonneront à l'Entreprise l'évacuation immédiate et totale des matériaux défectueux ou non conformes approvisionnés. L'Entreprise en faute, devant alors prendre toutes les dispositions nécessaires pour remédier à cette défaillance et ceci tout en restant compatible avec les délais portés dans le « Calendrier prévisionnel des travaux », annexe au Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P).

Tout matériau dont la mise en œuvre ne sera pas satisfaisante sera refusé par le maître d'œuvre, l'Entreprise s'engageant à démolir les ouvrages mal exécutés, dans les délais qui lui sont prescrits, faute de quoi, après mise en demeure restée infructueuse, aux frais et risques de l'Entreprise défaillante, l'ouvrage sera démoli et évacué.

B - 03 ETABLISSEMENT ET APPROBATION DES DOCUMENTS D'EXECUTION

Les études d'exécution sont à la charge du titulaire pour les ouvrages lui incombant.

Le titulaire devra transmettre au préalable un listing des études d'exécution qui seront transmises par ses soins, indiquant la date prévisionnelle de transmission de chaque document.

Ce listing sera à transmettre au plus tard 5 jours calendaires après la date de notification de démarrage de la période de préparation des travaux.

Les dates indiquées pour la fourniture des études d'exécution devront être compatibles avec le planning d'exécution des travaux, en prenant en compte les délais d'approvisionnement et un délai de 10 jours calendaires pour l'établissement des visas par la maîtrise d'œuvre et le bureau de contrôle technique.

Sur la base des études de projet transmises par la maîtrise d'œuvre, le titulaire de chaque corps d'état sera tenu, avant toute mise en fabrication, de fournir pour visa du maître d'œuvre et du bureau de contrôle technique, et le cas échéant du maître d'ouvrage dans le cas de question relative à l'organisation de l'établissement :

- les études d'exécution, plans d'ensemble, plans d'atelier et de chantier, détails d'exécution,
- les fiches techniques des produits permettant de justifier que les ouvrages sont conformes aux spécifications et exigences formulées dans le présent document. Les notices et avis techniques proviendront de laboratoires agréés conformément à la réglementation.
- les prototypes et échantillons demandés par la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre,
- les données techniques des ouvrages nécessitant des interactions avec les autres corps d'état (besoins en énergie, réservations, caractéristiques des raccordements...),
- les méthodologie d'intervention, notamment le listing des contraintes éventuelles pour le fonctionnement et la continuité de l'activité de l'établissement.
- les notes de calculs.

Les études d'exécution concernent les ouvrages définitifs et les ouvrages provisoires nécessaires à l'exécution des travaux.

L'entreprise devra tenir compte des adaptations et des mises au point formulées par la maîtrise d'œuvre ou la cellule de synthèse sans que cela entraîne un supplément sur le prix forfaitaire.

Ces documents seront établis sur support informatique au format DWG et soigneusement cotés.

Ils seront transmis à la maîtrise d'œuvre et au bureau de contrôle technique sur supports papier et informatique.

Faute d'avoir satisfait à ces obligations, le titulaire de chaque corps d'état sera intégralement responsable de toutes les conséquences directes ou indirectes découlant du non-respect de cette clause.

B - 03.01 COTES DES PLANS

L'Entrepreneur est tenu de vérifier avant toute exécution, toutes les cotes portées sur les plans qui lui sont fournis par le maître d'œuvre. Aucune mesure ne devra être prise à l'échelle métrique sur les plans, et documents fournis.

B - 03.02 NOTES DE CALCULS - DOCUMENTS TECHNIQUES

L'Entrepreneur devra établir à sa charge, d'après les plans, notes et détails de la Maîtrise d'œuvre, ses propres plans d'atelier et de chantier, d'usine, de détails, calepins ou épures, notes de calculs, notices explicatives, tracés et joindre toutes justifications nécessaires (en particulier les fiches techniques correspondantes) à la parfaite réalisation de l'ouvrage. Ces documents devront être soumis avant toute exécution à l'examen ou aux visas de l'Architecte, du Bureau d'Etudes Techniques et du Contrôleur Technique.

B - 03.03 APPROBATION

L'Entreprise devra intégrer dans son dossier tous les commentaires ou modifications qui lui parviendront de la part de la Maîtrise d'œuvre et du Bureau de Contrôle.

Lorsque le dossier présenté sera jugé acceptable (sans remarque majeure), l'entreprise établira un "Bon pour exécution" (B.P.E) sur la base du dernier indice de plan visé sans observation (V.S.O.) par la maîtrise d'œuvre et le Bureau de Contrôle.

Les plans d'exécution seront remis à la maîtrise d'œuvre jusqu'à l'obtention du Visa Sans Observation (V.S.O).

B - 03.04 ETABLISSEMENT ET DIFFUSION DES PLANS

L'Entreprise devra les exemplaires des plans, notes de calculs et notices explicatives nécessaires à leur approbation.

La codification, le routage, le nombre exact de diffusion et le délai dans lequel doivent être remis les documents sont déterminés par la maîtrise d'œuvre.

B - 03.05 REPRODUCTION DES DOCUMENTS DE CHAQUE ENTREPRISE

Les frais de reproduction des documents, plans, devis, cahiers des charges, etc., nécessaires au Maître de l'Ouvrage, à la Maîtrise d'œuvre et au Contrôle Technique seront pleinement à la charge de l'Entreprise et compris dans le prix de soumission.

B - 04 EXECUTION DES OUVRAGES

B - 04.01 PRISE DE POSSESSION DES LIEUX – RECEPTION DES SUPPORTS

Les entrepreneurs prendront possession des lieux dans l'état où ils se trouvent lors de la notification leur prescrivant de commencer les travaux.

Dans le cadre des interfaces entre titulaires de corps d'état entre eux, les entreprises concernées procéderont obligatoirement à des réceptions de supports avant tout démarrage des travaux de l'entreprise preneuse du support. Ces réceptions de supports seront faites entre entreprises à leur initiative.

Lors de l'établissement de ce constat, l'entrepreneur devra s'assurer que les supports sont aptes à recevoir les travaux prévus à son marché et que leur état est compatible avec les obligations de résultat qui lui sont imposées.

Les Cahiers des Charges des Documents Techniques Unifiés (D.T.U) et les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) précisent les tolérances, planimétries, états de surface, arases, etc..., des différents ouvrages à exécuter.

Un Procès- verbal de réception de support sera alors établi par l'entreprise laissant le support et sera co-signé par les deux entreprises. Ce procès-verbal de réception de support précisera la date, l'heure, les noms et fonctions des représentants des entreprises, les noms des entreprises, les numéros et désignation des entreprises, la nature de l'ouvrage, la localisation de l'ouvrage, la liste des réserves établie suite à la réception de support proprement dite, les dates de levées de réserves par l'entreprise laissant le support.

En cas de désaccord entre entreprises, l'équipe de Maîtrise d'œuvre interviendra en tant qu'Arbitre et donnera les directives architecturales, techniques, calendaires, financières (si besoin) ou autres à/ou aux entreprises concernées pour permettre le démarrage des travaux de l'entreprise preneuse.

Si à l'issue de la réception de supports, des travaux de reprises d'ouvrages sont à faire par l'entreprise laissant à disposition le support, ceux-ci seront faits par ses soins à sa charge financière. En cas de refus de l'entreprise laissant à disposition le support, l'équipe de Maîtrise d'œuvre se réserve le droit de faire effectuer les travaux correspondants à une entreprise tierce et aux frais de l'entreprise laissant le support.

Après coup, l'entrepreneur ne sera plus admis à formuler de réserves, excepté pour vice caché.

B - 04.02 RACCORDEMENTS – ADAPTATIONS

L'attention de tous les corps d'état est particulièrement attirée sur le respect des points mentionnés ci-après. La qualité des calfeutrements ou bouchements étant une condition importante des performances des ouvrages.

B - 04.03 RESERVATIONS - PERCEMENTS

Les percements seront réalisés par les corps d'état nécessitant les réservations et percements, sous contrôle et avec approbation de l'entreprise responsable des supports traversés.

Les percements dans les ouvrages existants dits « techniques » dans les matériaux porteurs (dalles ou murs) seront exécutés par les corps d'état mettant en œuvre ces ouvrages techniques, sous contrôle et avec approbation de l'entreprise responsable des supports traversés (ex : percements sous les dalles béton pour mise en place de fixations).

B - 04.04 SCELLEMENTS

Chaque entrepreneur exécutera ses propres scellements, quelle que soit la nature des matériaux, et ce, sous son entière responsabilité.

Dans les scellements, devront être réservés les nus nécessaires pour exécution des raccords d'enduit ou des revêtements définitifs tant en longueur, largeur ou épaisseur.

Aucun scellement ne devra affaiblir les ouvrages dans lesquels ils sont implantés.

B - 04.05 CALFEUTREMENTS DANS RESERVATIONS

Tous les calfeutrements et bouchements seront réalisés par l'entrepreneur ayant en charge l'exécution des ouvrages nécessitant des réservations.

B - 04.06 CALFEUTREMENTS DE PENETRATION COUPE FEU

Tous les calfeutrements de pénétration sont destinés à restaurer l'intégrité coupe-feu d'un élément séparatif, voile ou dalle au niveau des traversées de fluides, câbles électriques, chemins de câbles, tuyaux ou plastiques. Ils ont comme objectif d'empêcher le passage des fumées, du feu et de la chaleur de l'autre côté de la paroi où ils sont incorporés. Tous les produits doivent d'une façon générale assurer :

- L'étanchéité à froid aux fumées et aux gaz
- L'étanchéité à chaud aux flammes même en cas de disparition des éléments traversant
- L'isolation thermique entre deux côtés de recoupement coupe-feu

Les calfeutrements de pénétrations coupe-feu sont appliqués sur béton, maçonnerie, cloison sèche ou tout élément de construction présentant un classement de résistance au feu.

Les produits devront être appliqués conformément :

- A l'évaluation Technique Européenne (ETE) ou au procès-verbal de classement du produit selon l'arrêté de résistance au feu du 22 mars 2004
- A l'éventuel avis de chantier
- Et aux fiches techniques des fabricants.

Selon les règles professionnelles de mise en œuvre des systèmes de calfeutrement de pénétrations et joints linéaires devant satisfaire d'une exigence de réaction au feu approuvé par le groupement Technique Français contre l'Incendie et ses partenaires et déposée sous le N° D2014099897 le 21 août 2014 au Greffe du Tribunal de commerce de Paris.

La performance de résistance au feu d'un produit, d'un élément de construction ou d'ouvrage pour la mise en œuvre dans une construction est attestée par :

- Par les informations accompagnant le marquage CE selon l'Article 11 ou
- Par une certification au sens de l'Article L.115-27 du Code de la consommation, après avis favorable du CECMI sur le référentiel de certification ou

- Par une note de calcul élaborée selon l' Article 12 par l'entreprise ou un BET compétent ou
- Par le fabricant ou constructeur d'un procédé tel que visé à l' Article 12 ou
- Par un avis de chantier délivré dans les conditions indiquées à l'Article 14 ou
- Par un avis sur étude délivré dans les conditions de l' Article 15

Par ailleurs, un Avis technique (ATEC) ou un document technique d'application (DTA) peut être délivré dans les conditions de l'arrêté du 2 décembre 1969 susvisé , formulé sur la base d'une appréciation d'un laboratoire agréé sur son comportement au feu.

B - 04.07 CALFEUTREMENTS DE JOINTS LINEAIRES COUPE FEU

Les joints coupe-feu sont utilisés pour préserver un local d'un local voisin dans lequel peut se produire un incendie . En cas d'incendie leur rôle est de :

- Retarder la propagation des fumées toxiques dans le local protégé pendant un temps suffisamment long pour permettre l'évacuation des biens
- Retarder l'élévation de la température.

Les produits devront être appliqués conformément :

- A l'évaluation Technique Européenne (ETE) ou au procès-verbal de classement du produit selon l'arrêté de résistance au feu du 22 mars 2004
- A l'éventuel avis de chantier
- Et aux fiches techniques des fabricants.

Selon les règles professionnelles de mise en œuvre des systèmes de calfeutrement de pénétrations et joints linéaires devant satisfaire d'une exigence de réaction au feu approuvé par le groupement Technique Français contre l'Incendie et ses partenaires et déposée sous le N° D2014099897 le 21 août 2014 au Greffe du Tribunal de commerce de Paris.

La performance de résistance au feu d'un produit, d'un élément de construction ou d'ouvrage pour la mise en œuvre dans une construction est attestée par :

La performance de résistance au feu d'un produit, d'un élément de construction ou d'ouvrage pour la mise en œuvre dans une construction est attestée par :

- Par les informations accompagnant le marquage CE selon l' Article 11 ou
- Par une certification au sens de l' Article L.115-27 du Code de la consommation, après avis favorable du CECMI sur le référentiel de certification ou
- Par une note de calcul élaborée selon l' Article 12 par l'entreprise ou un BET compétent ou
- Par le fabricant ou constructeur d'un procédé tel que visé à l' Article 12 ou
- Par un avis de chantier délivré dans les conditions indiquées à l'Article 14 ou
- Par un avis sur étude délivré dans les conditions de l' Article 15

Par ailleurs, un Avis technique (ATEC) ou un document technique d'application (DTA) peut être délivré dans les conditions de l'arrêté du 2 décembre 1969 susvisé , formulé sur la base d'une appréciation d'un laboratoire agréé sur son comportement au feu .

B - 04.08 SOCLES

Les socles métalliques faisant partie des appareils d'équipement technique seront fournis et installés par l'Entreprise concernée, sauf prescriptions contraires portées dans les CCTP.

B - 04.09 IMPOSTE

Toutes les impostes de châssis, portes, etc..., non représentées sur les plans seront exécutées dans les mêmes caractéristiques que les parois dans lesquelles elles s'insèrent.

B - 04.10 LIVRAISON ET STOCKAGE SUR CHANTIER DES MATERIAUX

Les matériaux seront stockés aux emplacements spécifiés lors de la période de préparation de chantier. Les livraisons seront effectuées de manière à ne pas gêner les activités du CH, aux horaires dédiés et seront réalisées sous le contrôle et la responsabilité de l'entreprise concernée. En tout état de cause, l'Entrepreneur restera responsable de toutes les dégradations et détournements de ses approvisionnements. Les éventuels frais qui en découleraient seront à la charge de l'entreprise concernée.

B - 04.11 PROTECTION DES OUVRAGES

En complément des protections imposées aux documents contractuels, chaque entrepreneur sera tenu de protéger ses ouvrages conformément aux règles de l'art (platelages, panneaux de contre-plaqués...) et ce jusqu'à réception définitive des travaux.

Tous les frais entraînés par suite de dégradation résultant d'une protection ou d'un stockage défectueux seront supportés intégralement par l'entrepreneur. Il en sera de même pour les reprises des dégradations d'auteurs inconnus apportées à des ouvrages anormalement protégés.

Ces protections seront dues, quelle qu'en soit la nature, pour les locations, pose, dépose et double transport. De même, il sera prévu les protections des voiries et circulations piétonnes publiques.

B - 04.12 NOTE GENERALE SUR LES CONTROLES

Tous les contrôles internes nécessaires dans les différentes phases de préparation et d'exécution des travaux, ainsi que les étapes d'essais avant réceptions seront programmés et respectés.

Le contrôle interne auquel sont assujetties les Entreprises devra être réalisé à différents niveaux :

- Au niveau des fournitures, quel que soit leur degré de finition, l'Entrepreneur s'assurera que les produits commandés et livrés sont conformes aux Normes Françaises (N.F) et aux spécifications complémentaires éventuelles du marché
- Au niveau du stockage, l'Entrepreneur s'assurera que celles de ses fournitures qui sont sensibles aux agressions des agents atmosphériques ou aux déformations mécaniques soient convenablement protégées
- Au niveau de l'interface entre les corps d'état, chaque intervenant vérifiera, tant au niveau de la conception que de l'exécution, que les ouvrages exécutés ou à réaliser par d'autres corps d'état permettent une bonne réalisation de ses propres prestations
- Au niveau de la fabrication et de la mise en œuvre, le responsable des contrôles internes de l'Entreprise vérifiera que la réalisation est faite conformément aux Documents Techniques Unifiés (D.T.U) et/ou règles de l'art, ainsi qu'aux spécifications acoustiques
- Au niveau des essais, l'Entrepreneur réalisera les vérifications ou essais imposés par les Documents Techniques Unifiés (D.T.U), les règles professionnelles, les éventuels essais particuliers supplémentaires exigés par les pièces écrites respectives à chaque corps d'état.

Les résultats de ces vérifications et essais devront être consignés dans des Procès-Verbaux (P.V) selon les modèles des attestations d'essais de fonctionnement édités par l'Agence Qualité Construction (AQC) , qui seront transmis pour examen à la Maîtrise d'œuvre et au Contrôleur Technique.

Chaque corps d'état devra obligatoirement faire procéder aux essais et vérifications techniques de tout ordre qui lui incombent, selon dispositions de l'article R111.40 du décret 78.1146 du 7 décembre 1978.

Les essais demandés par la Maîtrise d'œuvre, puis par la Commission Départementale de Sécurité auront lieu lorsque les essais des entreprises seront achevés et concluants, les procès-verbaux (P.V) correspondants ayant été transmis à la Maîtrise d'œuvre.

B - 04.13 PERMEABILITE A L'AIR DE L'ENVELOPPE

Chaque entreprise devra apporter un soin tout particulier au calfeutrement et étanchéité de l'enveloppe du bâtiment ; chaque entrepreneur devra veiller à ne pas altérer, dans la mise en œuvre de ses propres ouvrages, les écrans pare-vapeur disposés par les autres corps d'état.

Les entreprises doivent veiller particulièrement à soigner la mise en œuvre des ouvrages pour éviter les fuites d'air. Les zones suivantes sont à surveiller en priorité :

- Liaisons menuiseries / gros œuvre
- Liaison mur / dalle sur terreplein, liaison mur / dalle ou plancher en partie courante
- Seuil de porte palière, seuil de porte fenêtre, liaison mur / fenêtre au niveau du linteau
- Liaisons mur / plafond
- Gainés, conduits, coffres de volets roulants, etc...
- Interrupteurs et prises de courant sur parois extérieures.

Une réunion de sensibilisation pourra être programmée et assurée par l'entreprise réalisant les tests. Cette formation aura pour but de définir au mieux les résultats attendus.

Si des défauts d'étanchéité sont mis en évidence, la responsabilité de l'entreprise chargée des ouvrages concernés est engagée et l'entreprise concernée devra apporter une correction afin de respecter les exigences demandées.

C GESTION DES INTERFACES ET LIMITES DE PRESTATIONS

L'entrepreneur devra prévoir, outre les ouvrages énumérés au C.C.T.P. ou figurés sur les plans, tous les travaux incombant à sa profession, ainsi que les fournitures nécessaires à leur parfait achèvement.

L'entrepreneur devra avant tout début d'exécution de ses travaux notifier par écrit au Maître d'œuvre toutes les réserves qu'il jugerait utiles de faire sur les travaux déjà réalisés par les autres corps d'état et qui conditionnent la bonne mise en œuvre de ses propres ouvrages.

Dans le cas de réserves justifiées, les travaux de reprise seront à la charge de l'entrepreneur responsable du corps d'état concerné.

L'entrepreneur devra le plus tôt possible, communiquer ses exigences vis à vis des autres entrepreneurs et se renseigner sur l'objet et le contenu technique de celles des autres entrepreneurs dont lui-même devra tenir compte (réservations, attentes, fixations, aspect de surface, etc ...), faute de quoi, il devra supporter les frais engendrés par toutes modifications ou exécution d'ouvrage dont il serait la cause.

Toute réserve émise par un entrepreneur ne sera recevable par le Maître d'Ouvrage sans préjuger de son acceptation, que dans la mesure où elle est accompagnée de justificatifs étayés par des preuves.

En tout état de cause, il est fait obligation à chacun des entrepreneurs de provoquer toute remise de documents concernant ou conditionnant ses ouvrages et d'informer tous les intervenants des impositions qui lui sont faites par la mise en œuvre ou l'exécution de ses travaux.

Les tableaux ci-après ont pour objet de dresser les limites de prestations générales entre les entrepreneurs.

Les prestations à exécuter indiquées ci-après ne sont pas limitatives.

Le présent document ne peut limiter en rien les prestations de chaque entrepreneur décrites dans les CCTP et l'entrepreneur devra, dans le cadre de son marché, toutes les prestations nécessaires au parfait achèvement de ses ouvrages.

C - 01 ETUDES D'EXECUTION ET DE CHANTIER

tâches	exécutant	payeur
PLANS D'INSTALLATION ET D'ORGANISATION DE CHANTIER Suivant Plan de prévention et CCTP en coordination avec Maîtrise d'Ouvrage, Maîtrise d'œuvre.	Sans objet	Sans objet
LISTING ETUDES D'EXECUTION A TRANSMETTRE A établir au plus tard 6 jours calendaires après la date de notification de démarrage de la période de préparation des travaux	Corps d'état	Corps d'état
ETUDES D'EXECUTION Suivant CCTP de corps d'état et Article du présent document : <ul style="list-style-type: none"> - les études d'exécution, plans d'ensemble, plans d'atelier et de chantier, détails d'exécution, - les notes de calculs, - les fiches techniques des produits permettant de justifier la conformité des ouvrages, - les prototypes et échantillons demandés MOA et MOE, - les données techniques des ouvrages nécessitant des interactions avec les autres macro-lots et lots, - les méthodologie d'intervention, notamment le listing des contraintes éventuelles pour le fonctionnement et la continuité de l'activité de l'établissement. 	Corps d'état	Corps d'état

C - 02 TRAVAUX PREPARATOIRES A L'INSTALLATION DE LA BASE VIE

C - 02.01 PROTECTION DES EXISTANTS

tâches	exécutant	payeur
CONSTAT D'ETAT DES LIEUX Constat d'état des lieux contradictoire, à transmettre à la MOA et la MOE, réalisé par huissier de justice assermenté, portant sur les locaux du projet, les bâtiments avoisinants, sur les abords et voies d'accès au projet.	Sans objet	Sans objet

C - 02.02 PREPARATION DE L'EMPRISE DE LA BASE VIE

tâches	exécutant	payeur
REPERAGE RESEAUX EXISTANTS Toutes démarches nécessaires auprès des concessionnaires (DICT, MOA) et autorités compétentes pour repérage des réseaux dans l'emprise de la base vie.	Sans objet	Sans objet
AMENAGEMENTS PROVISOIRES VRD PARKING Aménagements VRD pour création d'un accès provisoire Véhicules au parking Est accueillant la base-vie, la sortie actuelle étant utilisée pour l'accès à la base-vie. Modification provisoire de la signalisation horizontale et verticale relative à l'accès au parking. Compris remise en état initial en fin de chantier des aménagements VRD et des signalisations horizontales et verticales existantes.	Sans objet	Sans objet
CLOTURES BASE VIE Fourniture, montage puis dépose des clôtures. Clôtures opaques hauteur 200cm. Portail accès véhicules. Porte accès piétons avec tourniquet à contrôle d'accès. Compris maintenance en parfait état de l'ensemble des installations pendant toute la durée du chantier. Compris toutes modifications d'implantations suivant nécessité, à la demande de la MOA, de la MOE et/ou du CSPS. Compris dépose et remise en état en fin de travaux.	Sans objet	Sans objet

C - 03 BASE VIE

C - 03.01 BUREAUX ET CANTONNEMENTS

tâches	exécutant	payeur
LOCAUX ET AMENAGEMENTS COMMUNS BASE VIE Vestiaires Entreprises Sanitaires Entreprises Réfectoire Entreprises Salle de réunion 20 personnes Aire de stationnement 5 véhicules (livraison ou encadrement) Compris études nécessaires pour mise en œuvre de la base vie (méthodologie montage-démontage, portance sols...) Compris toutes sujétions pour accès aux bungalows (chemins d'accès, passerelles...) Compris mobilier pour l'ensemble des locaux. Compris toutes sujétions spécifiques suivant le plan de prévention et CCTP. Compris dépose et remise en état en fin de travaux.	Sans objet	Sans objet
ALIMENTATIONS / EVACUATIONS BASE VIE Mise en place alimentations et évacuations fluides (AEP, EU, EV), électriques et internet de la base vie. Compris mise en œuvre sous-comptage des consommations. Compris dépose et remise en état en fin de travaux.	Sans objet	Sans objet
CONSOMMABLES BASE VIE Tous consommables courants pour maintenance des locaux et toutes consommations électriques et eau de la base vie.	Sans objet	Sans objet
LOCAUX SPECIFIQUES ENTREPRISES Locaux spécifiques à chaque entreprise suivant nécessité, notamment de stockage protégé. A noter que la surface réduite de l'emprise de la base vie ne permettra pas la mise en place de nombreux bungalows complémentaires à ceux nécessaires aux installations communes de chantier. Aussi les entreprises devront organiser les livraisons au plus près des besoins selon phasage, pour limiter le stockage sur site.	Sans objet	Sans objet

C - 03.02 ACCES BASE VIE

tâches	exécutant	payeur
SIGNALÉTIQUE ACCES CHANTIER Fourniture, pose et maintenance de l'ensemble de la signalétique d'accès au chantier, tant pour l'accès véhicules que pour l'accès piétons.	Sans objet	Sans objet
LIVRAISONS DANS L'EMPRISE DE LA BASE VIE Le site étant un établissement hospitalier en activité, les livraisons sur site devront prendre en compte les impératifs horaires et de	Sans objet	Sans objet

circulation imposés par le MOA.		
ORGANISATION DES LIVRAISONS - HOMME-TRAFFIC Présence obligatoire d'un homme-traffic lors des livraisons.	Sans objet	Sans objet
ACCES DES COMPAGNONS - CONTROLE D'ACCES Mise en oeuvre d'un système de contrôle d'accès en entrée de la base vie, avec badges nominatifs. Gestion des badges. Gestion des clés d'accès aux locaux.	Sans objet	Sans objet

C - 03.03 DISPOSITIONS COMPLEMENTAIRES BASE VIE

tâches	exécutant	payeur
DISPOSITIONS SPECIFIQUES CRISE SANITAIRE COVID 19 Suivant guide OPPBTP, Plan de prévention en coordination avec Maîtrise d'Ouvrage, Maîtrise d'œuvre, comprenant notamment : Adaptation de la base vie suivant effectif des compagnons Doublement surfaces locaux base Vie si nécessaire Nettoyages et Désinfections réglementaires Equipements pour compagnons dans base vie (point d'eau à l'entrée, solution hydroalcoolique, lingettes désinfectantes...) Affichage réglementaire Toutes autres sujétions selon guide OPPBTP relatif à la crise sanitaire Covid 19.	Sans objet	Sans objet
GARDIENNAGE BASE VIE Mise en oeuvre d'un gardiennage de la base vie, compris en dehors de heures de travail.	Sans objet	Sans objet
NETTOYAGES INSTALLATIONS COMMUNES DE CHANTIER Suivant Plan de prévention, en coordination avec Maîtrise d'Ouvrage, Maîtrise d'œuvre et CSPS.	Sans objet	Sans objet
NETTOYAGES DES VOIRIES Suivant Plan de prévention, en coordination avec Maîtrise d'Ouvrage, Maîtrise d'œuvre.	Sans objet	Sans objet

C - 04 SIGNALÉTIQUE ET AFFICHAGE

tâches	exécutant	payeur
PANNEAU DE CHANTIER Fourniture et pose d'un panneau de chantier 600 x 400 cm, en couleurs, conforme à la réglementation. Y compris support pour mise en œuvre. Y compris dépose et évacuation en fin de chantier.	Sans objet	Sans objet
SIGNALÉTIQUE DE CHANTIER Fourniture, pose et maintenance de la signalétique réglementaire.	Sans objet	Sans objet

C - 05 SECURITE

tâches	exécutant	payeur
PROTECTIONS COLLECTIVES Fourniture, pose et maintenance de l'ensemble des protections collectives, notamment en trémies et toitures-terrasses.	Sans objet	Sans objet
PROTECTIONS INDIVIDUELLES Suivant PGC-SPS et suivant CCTP tous lots, en coordination avec Maîtrise d'Ouvrage, Maîtrise d'œuvre et CSPS : Fourniture, pose et maintenance de l'ensemble des protections individuelles. Compris, suivant guide OPPBTP relatif à la crise sanitaire Covid 19, PGC-SPS et CCTP en coordination avec Maîtrise d'Ouvrage, Maîtrise d'œuvre et CSPS, comprenant notamment : EPI complémentaires (masques, lunettes, solution hydroalcoolique, lingettes désinfectantes...) et toutes autres sujétions selon guide OPPBTP relatif à la crise sanitaire Covid 19.	Sans objet	Sans objet
PERMIS FEU Etablissement des demandes de permis-feu auprès des services du CHU (SGRIS).	Corps d'état	Corps d'état
EXTINCTEURS Fourniture et maintenance d'extincteurs adaptés aux risques à proximité des postes de travail.	Corps d'état	Corps d'état

C - 06 LEVAGE ET MANUTENTION

tâches	exécutant	payeur
TOUR D'ACCES TOITURE-TERRASSE Fourniture et maintenance d'une tour d'accès à la toiture-terrasse pour les compagnons, pour toute la durée du chantier. Le positionnement de la tour d'accès sera défini en concertation avec la MOA, la MOE et le CSPS. Compris toutes sujétions spécifiques suivant PGC-SPS et CCTP, dont contrôle d'accès. Compris dépose et remise en état en fin de travaux.	Sans objet	Sans objet
PLATELAGES COMMUNS VOLUMES GRANDE HAUTEUR Pour les volumes de grande hauteur, des platelages pourront être mise en oeuvre par le macro-lot 01 et mis à disposition de l'ensemble des lots si accord inter-entreprises.	Sans objet	Sans objet
GRUTAGE VERS TOITURE-TERRASSE Les dispositions de grutage de matériaux et matériels seront définies en concertation avec la MOA, la MOE et le CSPS. Compris notes de calculs pour la portance des sols. Compris toutes sujétions liées aux horaires imposés par le MOA. Compris toutes sujétions spécifiques suivant PGC-SPS et CCTP.	Sans objet	Sans objet

ECHAFAUDAGES EXTERIEURS ET INTERIEURS Fourniture et maintenance des échafaudages extérieurs et intérieurs, suivant besoins. Compris toutes sujétions spécifiques suivant PGC-SPS et CCTP. Compris dépose et remise en état en fin de travaux.	Sans objet	Sans objet
CHARIOTS ELEVATEURS ET NACELLES ELEVATRICES Fourniture et maintenance des chariots élévateurs et et nacelles élévatrices, suivant besoins. Compris toutes sujétions spécifiques suivant PGC-SPS et CCTP.	Sans objet	Sans objet

C - 07

CONDITIONS DE MISE EN OEUVRE DES OUVRAGES DANS BATIMENT EN ACTIVITÉ

C - 07.01 LIVRAISONS / APPROVISIONNEMENT

tâches	exécutant	payeur
APPROVISIONNEMENT DANS LE BATIMENT Suivant PGC-SPS et suivant CCTP tous lots, en coordination avec Maîtrise d'Ouvrage, Maîtrise d'œuvre et CSPS : - Le site étant un établissement hospitalier en activité, les approvisionnements entre le site de stockage et le bâtiment sur site devront prendre en compte les impératifs horaires imposés par le Maître d'Ouvrage. - Le transport des matériaux, matériels et l'évacuation des gravois devront se faire en containers ou emballages étanches, selon méthodologie à faire agréer par la MOA, la MOE et le CSPS. - Compris toutes autres sujétions spécifiques suivant PGC-SPS et CCTP.	Corps d'état	Corps d'état

C - 07.02 CONSIGNATIONS

tâches	exécutant	payeur
CONSIGNATIONS DANS LE BATIMENT Les consignations seront réalisées par le maître d'Ouvrage, avec un délai de prévenance d'une semaine.	Maître d'Ouvrage	Maître d'Ouvrage

C - 07.03 MESURES DE PROTECTION

tâches	exécutant	payeur
CONFINEMENTS ET PROTECTIONS OUVRAGES EXISTANTS Les interventions se dérouleront dans des locaux existants en activité. La réalisation des travaux nécessitera en conséquence la mise en œuvre d'un certain nombre de mesures pour permettre la protection des ouvrages existants : Mise en œuvre de confinements pour permettre d'isoler les zones en travaux des autres zones en activité, comprenant : - pré-confinement en film en polyane, pour dépose des plafonds et montage de la cloison de confinement - cloisons de confinement rigides et étanches, toutes hauteur sous dalle, en plaques plâtre ou panneaux bois.	Sans objet	Sans objet

<ul style="list-style-type: none"> - compris porte d'accès à chaque zone de travail, avec serrure à clé - compris toutes sujétions pour assurer l'étanchéité aux poussières (tous calfeutrements en pourtour des réseaux traversant la zone) - compris toutes sujétions pour assurer l'isolation phonique (isolant acoustique dans la cloison) - compris maintenance en parfait état de l'ensemble des installations et toutes modifications d'implantations suivant nécessité, à la demande de la MOA, de la MOE et/ou du CSPS. - compris dépose et évacuation des protections en fin de chantier. <p>Mise en œuvre d'une protection des revêtements de sols de l'ensemble des circulations et locaux utilisés, toute largeur, soit par feutrine étanche à fixer au sol par adhésif double face temporaire, soit par film fibré étanche auto-adhésif.</p> <p>Compris toutes sujétions pour maintien en place et remplacement suivant nécessité pendant les travaux.</p> <p>Compris dépose et évacuation des protections en fin de chantier.</p> <p>Mise en oeuvre de protections sur les équipements mobiliers fixes pour éviter toutes dégradations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - panneaux bois pour les locaux dans lesquels des travaux de démolition et gros-oeuvre sont prévus - film en polyane pour les autres locaux 		
<p>MESURES CONTRE RISQUE ASPERGILLAIRE</p> <p>Mise en œuvre de toutes dispositions visant à limiter le risque aspergillaire.</p>	Corps d'état	Corps d'état

C - 07.04 UTILITES DANS ZONES DE TRAVAUX

tâches	exécutant	payeur
<p>INSTALLATIONS COMMUNES ELECTRIQUES</p> <p>Fourniture et mise en œuvre de tableaux électriques de chantier et d'éclairage, suivant réglementation, dans l'ensemble des zones de travail.</p> <p>Maintenance en parfait état de l'ensemble des installations.</p>	Sans objet	Sans objet
<p>POINTS D'EAU INTERIEURS BATIMENT</p> <p>Fourniture et mise en œuvre de points d'eau, compris mise en place de protections des ouvrages contigus (bac + protection sol + protection murs), dans l'ensemble des zones de travail.</p> <p>Maintenance en parfait état de l'ensemble des installations.</p>	Sans objet	Sans objet
<p>CHAUFFAGE PROVISoire</p> <p>Suivant nécessité, fourniture et mise en œuvre d'installations de chauffage provisoire des locaux, avec maintien en fonctionnement tous les jours.</p> <p>Maintenance en parfait état de l'ensemble des installations.</p>	Sans objet	Sans objet

C - 07.05 DISPOSITIONS DIVERSES

tâches	exécutant	payeur
<p>DESIGNATIONS DES OUVRIERS</p> <p>Chaque entreprise devra établir la liste des ouvriers amenés à intervenir.</p> <p>Toute personne non désignée nominativement sur cette liste ne sera pas autorisée à intervenir dans le bâtiment.</p>	Corps d'état	Corps d'état

DESIGNATION PERSONNE D'ASTREINTE Chaque entreprise devra désigner une personne d'astreinte habilitée à intervenir pour le compte de l'entreprise et qui pourra être jointe en dehors des heures d'ouverture du chantier.	Sans objet	Sans objet
SYSTEME DE SURVEILLANCE DES NUISANCES VIBRATOIRES ET ACOUSTIQUES Mise en place d'un système de surveillance des nuisances vibratoires et acoustiques, dans chaque zone de travaux, compris système d'alarme.	Sans objet	Sans objet

C - 08 GESTION DES DECHETS - NETTOYAGE

C - 08.01 GESTIONS DES DECHETS

tâches	exécutant	payeur
EVACUATION DES DECHETS ET GRAVOIS - DIB Fourniture des containers roulants 700 litres pour évacuation des déchets entre les zones de travaux et les bennes. Evacuation des déchets et vidage des containers dans les bennes Fourniture, enlèvement des bennes, y compris frais de décharge. Compris fourniture retourneurs pour containers. Les évacuations entre le chantier et les bennes et l'évacuation des bennes vers l'extérieur du site devront prendre en compte les impératifs horaires imposés par le MOA.	Sans objet Corps d'état Corps d'état	Sans objet Corps d'état Corps d'état
EVACUATION DES DECHETS ET GRAVOIS - DIS Chaque entreprise devra l'évacuation et le traitement de ses déchets industriels spéciaux. Chaque entreprise transmettra au MOA les bordereaux de suivi des déchets (BSD).	Corps d'état	Corps d'état

C - 08.02 NETTOYAGES

tâches	exécutant	payeur
NETTOYAGES INTERNES DU CHANTIER Chaque entreprise est tenue d'assurer journalièrement le nettoyage de ses postes de travail et d'évacuer ses déchets.	Corps d'état	Corps d'état - Si défaillance, entreprise extérieure avec imputation aux entreprises concernées si identifiées, au Compte-prorata à défaut.
NETTOYAGE DE FIN DE CHANTIER Un nettoyage complet de fin de chantier sera réalisé avant remise en service de chaque zone de travaux. Tous les locaux devront être livrés dans un état de propreté impeccable.	Corps d'état	Corps d'état

C - 09 DISPOSITIONS DIVERSES

tâches	exécutant	payeur
REPRODUCTION DE DOCUMENTS Reproduction de l'ensemble des pièces du marché + tous documents d'intérêt commun en cours de chantier (PIC, planning...)	Sans objet	Sans objet
EPI POUR INTERVENANTS EXTERIEURS Fourniture EPI pour MOA, AMO, MOE, OPC, BCT, CSPS et intervenants extérieurs.	Sans objet	Sans objet

C - 10 ESSAIS ET CONTROLES

tâches	exécutant	payeur
ESSAIS ET AUTOCONTROLE Suivant CCTP et CCAP, chaque entreprise doit transmettre ses essais et autocontrôles.	Corps d'état	Corps d'état